



L'INCENDIAIRE

Bulletin d'information syndicale d'entreprise de la
Confédération Nationale des Travailleurs
Solidarité Ouvrière

REPRISE ET DÉCONFINEMENT : ÉTAT ET PATRONAT MÊME COMBAT !

Macron et son gouvernement disait vouloir rouvrir les écoles pour ne pas "creuser les inégalités". Ils se moquent réellement de nous ! Car au delà des effets d'annonce, la réouverture des écoles n'a ni un but pédagogique ni un but social - mais un unique but économique.

Faire rentrer les plus petits dès le 11 mai, les 6ème et les 5ème dès le 18, c'était faire rentrer tous ceux et celles qui ne pouvaient se garder seul·e·s à la maison.

Car seule compte la reprise du travail des parents qui doivent faire tourner l'économie coûte que coûte. Mais ceux qui paieront la note seront les plus démunis et les travailleuses.

Devant l'incompréhension voire la colère provoquée par la décision solitaire de Macron, le gouvernement a été obligé de proposer un volontariat pour les élèves, mais n'est pas volontaire qui veut. Les familles ouvrières, elles, n'auront que peu le choix alors qu'elles perdent déjà 16% sur leurs salaires, que certaines se sont vues retirer les aides pour la cantine et que les dispositifs de garde d'enfant vont être encore restreints dans le privé tout comme l'activité partielle.

Alors qu'il avait été pris de vitesse pour le confinement, le gouvernement a eu deux mois pour préparer ce déconfinement. Pourtant on ne le dirait pas !

Dans les transports publics par exemple, au lieu de mettre plus de trains et d'assurer une fréquence plus élevée sur les lignes bondées, les autorités se sont contentées de mettre des autocollants au sol. Cela a très bien fonctionné... sur les lignes non fréquentées ! Dans les autres, impossible évidemment.

Pour les écoles, tout se fait dans l'improvisation. Le gouvernement se défausse sur les maires et les enseignants pour le mettre en œuvre son plan de reprise. À eux de se

débrouiller avec les moyens du bord et en réduisant le nombre d'enfants accueillis. Et de fait, seul un enfant sur six ou dix reprendra le chemin de l'école !

Et alors que des foyers de contaminations sont découverts à plusieurs endroits, il est difficile de croire que nos lieux de travail, qui rassemblent et brassent des milliers de personnes n'aient pas connu de telles contaminations. Enquêtes, dépistages ? Certainement pas, car le patronat ne veut surtout pas de mauvaise publicité sur des cas repérés entre ses murs. Le gouvernement qui pousse à la reprise du travail n'y a pas non plus intérêt.

Le patronat et le gouvernement qui le sert, veulent que nous acceptions de reprendre le travail, sans remettre en question les conditions qu'ils nous imposent, alors que c'est notre santé et notre vie que nous mettons en danger. Que devons-nous accepter après ça ? Le sacrifice de nos congés payés ou d'une partie de notre salaire ? Des licenciements ? De travailler plus sans être payé ? Tout ça au nom d'un patriotisme économique, présenté pour le bien-être de tous et pour l'intérêt général. Sauf que ce ne sera que pour enrichir encore plus une minorité de capitaliste.

Et cette minorité, qui a acquis des fortunes grâce à notre travail, fait et fera toujours passer les profits avant la vie des travailleuses, des travailleurs et avant l'avenir de la société. Cette gestion de la société par cette classe de parasites nous a cette fois conduit à un désastre sanitaire. Demain, elle nous conduira à encore plus d'exploitation et de misère.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui produisons, donc c'est à nous de décider !

En tant que Confédération interprofessionnelle, la CNT-SO défend des revendications sociales et syndicales plus larges, pour l'ensemble de la classe ouvrière :

Il faut dès maintenant décréter l'état d'urgence sociale ! Pour nous cela signifie concrètement :

- **Le gel des loyers, des crédits immobiliers et des factures énergétiques !**
- **Des réquisitions massives pour loger les personnes à la rue et les plus fragiles ! La fermeture des CRA !**
- **La gratuité des masques !**
- **Le renouvellement automatique des CDD et contrats Interim !**
- **L'annulation immédiate de la dernière réforme du chômage et de la réforme des retraites Macron !**
- **L'interdiction des ruptures de contrats et licenciements !**
- **Un plan d'urgence pour les hôpitaux à hauteur des besoins formulés par les soignant·e·s !**
- **Maintien de la totalité des aides aux familles**
- **Chomage partiel rémunéré à 100% du salaire**
- **Congé pour garde d'enfant, rémunéré à taux plein**

Collaboration de classe

Prêt à tout pour déconfiner à marche forcée afin de relancer la machine économique et la pompe à profit, quitte à envoyer les travailleurs au boulot sans protections sanitaires, le 30 avril la CFDT, la CFTC et le MEDEF étaient main dans la main pour faire une déclaration commune.

Et le 13 mai, Laurent Berger (CFDT) n'a pu s'empêcher de rajouter sur France Inter : « Pendant cette période, on a privilégié la vie sur l'économie, évidemment ça ne peut pas durer éternellement »

Des masques FFPquoi ?

Chez Scutum, ceux qui reprenaient le 11 avaient droit à des kits de protection avec gants, gel, lingettes, sacs poubelles et masques ... chirurgicaux ! N'oublions pas que ces masques ne nous protègent pas contre le virus contrairement au FFP2 ou FFP3. Mais ce n'est pas grave, du moment que nos clients nous acceptent et sont protégés, les techniciens on s'en fout, ils sont remplaçables !

Pourquoi d'autres mesures ?

Alors que pendant la période de confinement certains collègues ont continué de travailler et

ont donc été potentiellement exposé tout en continuant de venir dans les agences, la direction a-t-elle fait nettoyer et désinfecter celles-ci en vue de la reprise ? Des tests ont-ils été fait faire aux salarié·e·s avant la reprise ? etc ... Pas la peine, le minimum des règles sanitaires décrétées par le gouvernement, une attestation signée par chaque salarié sur la prise de connaissance des règles sanitaires, « et hop ! » l'entreprise n'est plus responsable pénalement !

Gratuité des masques !

Le 4 mai, les grandes surfaces ont pu mettre en vente les millions de masques qu'elles avaient en stock.

Une véritable honte puisque depuis des semaines les soignants et les travailleurs « en première ligne » en manquaient cruellement.

Le gouvernement a fixé un plafond de 95 centimes maximum le masques. Soit 10 fois le prix d'avant la crise. Et sachant qu'il faut plusieurs masques par jour, cela pourrait coûter jusqu'à 300€ à des familles, alors que depuis le début du confinement elles ont des dépenses supplémentaires et des salaires diminués.

Les stocks de masques devraient être réquisitionnés pour une distribution gratuite à la population !

Prendre contact / adhérer :



Nom / Prénom :

Entreprise :

Adresse :

Téléphone / E-mail :

CNT-Solidarité Ouvrière 4 rue de la Martinique 75018 Paris

Courriel : cnt-so-scutum@outlook.fr

Tél. : 07 49 00 40 69

Votre représentant syndical (Cédric Lachaume): 06 44 91 47 40